

Jik An Bout

Journal en ligne des Comités Populaires. Responsable de publication : Jean ABAUL
Contact : 0696 41 41 32 | Chemin Vimbert – Lotissement La Haut - 97215 Rivière-Salée. | cncpmartinique@gmail.com



N° 218 - 10 Mai 2024

EDITORIAL

LES IMPERIALISTES ET LES MULTINATIONALES MENENT UNE OFFENSIVE GLOBALE ET BRUTALE CONTRE LES PEUPLES INTENSIFIONS LA RESISTANCE !



Dans nos deux éditoriaux précédents, nous avons développé la thèse que «la troisième guerre mondiale a déjà commencé». Nous avons aussi exposé l'idée, qu'au-delà des affrontements entre puissances rivales, en toile de fond, la guerre mondiale la plus fondamentale est celle qui oppose, d'un côté, les multinationales qui détiennent le pouvoir réel dans les pays impérialistes et, de l'autre, les travailleurs et les Peuples dominés de l'ensemble du monde. Ces deux camps ont des intérêts fondamentalement contradictoires, définitivement irréconciliables et, puisque l'affrontement décisif a commencé entre eux, il est important que notre camp, celui des travailleurs et des peuples, procède à une évaluation lucide de ses atouts et de ses forces, qu'il pense et mette en œuvre une stratégie et des tactiques propres à lui assurer la victoire.

Lire la suite en page 2

INITIATIVES ALTERNATIVES



A Lire en page 6

FOK SAV SA



Lettre ouverte du Collectif des Ouvriers (ères) agricoles empoisonnés (es) par les Pesticides au Peuple Martiniquais.

A lire en page 7

MEMOIRE DES PEUPLES



Quand l'armée française «pacifiait» l'Algérie au Napalm 2/2

A lire en page 9

BILLET DU CNCPP



Le premier Mai reste, plus que jamais, le flambeau de la lutte des travailleurs

A lire en page 11

LES IMPERIALISTES ET LES MULTINATIONALES MENENT UNE OFFENSIVE GLOBALE ET BRUTALE CONTRE LES PEUPLES INTENSIFIONS LA RESISTANCE !

Au vu de la brutalité des attaques et de la toute-puissance apparente du système dominant, beaucoup sont intimement convaincus que celui-ci est indétrônable.

L'immense majorité des gens, subissant la désinformation et la manipulation des empires médiatiques occidentaux, méconnaissant l'ampleur des Résistances qui foisonnent sur toute la planète, n'a pas conscience que l'ennemi est considérablement ébranlé. En vérité, le système capitaliste et impérialiste a fait son temps et le monde est prêt à réaliser un nouveau bond vers le progrès.

C'est une loi du développement de la société humaine clairement démontrée par les théoriciens du marxisme-léninisme : quand les conditions objectives et subjectives nécessaires sont réunies, le système qui a fait son temps laisse inexorablement place à un autre qui correspond à la nouvelle configuration du monde.

Le développement des forces productives, les nouveaux rapports sociaux et les nouvelles idées que les évolutions génèrent, appellent à de nouvelles structurations dans la société.

Aujourd'hui, les conditions objectives et subjectives se réunissent pour que le monde change de base.

a) Concernant les conditions objectives :

Dans de précédents articles, nous avons montré que l'aiguïsement des contradictions avec les puissances rivales et le renforcement de la lutte que mènent les pays dominés pour leur souveraineté rendaient de plus en plus problématique la capacité des impérialistes occidentaux à piller les matières premières du monde et à soumettre le commerce mondial à la dictature de leurs monnaies. Ajoutons à cela, qu'à l'anarchie inhérente au système libéral est venu s'ajouter le fait que le Capital se soit de plus en plus déconnecté de l'économie réelle pour aller patauger dans les marais de la spéculation. Facteur plus déterminant encore, la Révolution Informatique et l'explosion des Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication (NTIC) ont redessiné les rapports sociaux entre dominants et dominés et sont venus bousculer l'architecture qui permettait aux premiers d'imposer un pouvoir sans partage*1.

b) Concernant les conditions subjectives :

Inéluctablement, de nouvelles conditions objectives génèrent ou renforcent des idées nouvelles. Il est indéniable qu'aujourd'hui, s'impose progressivement une pensée planétaire alternative qui

vient se confronter à l'idéologie bourgeoise occidentale dominante. Cela s'est vu confirmé :

- par les mobilisations écologistes massives qui, souvent à l'initiative de la jeunesse, ont déferlé dans le monde pour dénoncer les menaces que font peser sur la planète les politiques ultra-libérales et productivistes ;

- par l'internationalisation du mouvement «Black Lives Matter» contre le racisme et les violences policières;

- par l'extension du mouvement «Mee Too». Ce dernier, parce qu'il venait de pays occidentaux, a connu une médiatisation mondiale, mais il rejoignait une puissante dynamique de mobilisation pour la défense des droits des femmes qui se développait déjà sur tous les continents.

- par l'extraordinaire mobilisation des étudiants et lycéens qui, partout dans le monde, dénoncent le génocide perpétré contre le Peuple Palestinien par l'armée d'occupation sioniste d'Israël avec le soutien actif des pays impérialistes occidentaux. Admirable engagement qui donne foi en l'humanité !

Ces quatre exemples traduisent le changement qualitatif qui s'opère sur le plan subjectif.

Le patriarcat bourgeois, le chauvinisme nationaliste, le racisme, le suprémacisme, l'intervention-



nisme impérialiste, sont battus en brèche par une idéologie nouvelle qui prône le respect de l'environnement^{*2}, de l'intérêt des générations futures, de la souveraineté des Peuples et la justice sociale.

Tout cela nous autorise à dire que les conditions objectives et subjectives sont réunies pour l'avènement d'un monde nouveau. Il est, bien entendu, impossible de prédire la durée de la période qui mettra fin à la domination du système capitaliste et impérialiste. Mais, jalonnée de batailles perdues ou gagnées, d'avancées ou de reculs, la tendance historique est inéluctable. Ce qui reste sûr, c'est que l'action des Peuples, qu'elle soit spontanée ou organisée, peut retarder ou accélérer le processus.



On ne mène pas une guerre la fleur au fusil !

Nous sommes donc en guerre contre des gouvernements, agents des multinationales, qui sont aux commandes d'États puissants, disposant d'institutions tentaculaires, d'armées et d'appareils de répression qui n'ont aucun état d'âme, de services de renseignements experts, d'outils de propagande et de

manipulation extrêmement performants.

Nous sommes en guerre contre un système ! La conscience lucide de cette réalité ne doit jamais nous quitter, militants et militantes des mouvements alternatifs, organisations révolutionnaires, quand nous procédons à des analyses ou quand nous entreprenons des actions.

Précédemment, nous avons évoqué « l'objectif unique » que visait chaque camp en guerre et les fronts principaux sur lesquels se livraient les batailles (économique, idéologique, militaire et politique). Pour les Peuples, l'objectif est de mettre à bas le système dominant tout en construisant le monde nouveau ; les deux dynamiques étant éminemment

consubstantielles, cela doit se traduire dans l'élaboration d'une stratégie globale s'opposant à celle des multinationales.

Sur le plan Économique :

Les marges de manœuvre dont disposent les Peuples sont beaucoup plus importantes qu'on ne le pense généralement. A titre informatif, les économistes bourgeois admettent que plus de 60 % de la population active mondiale, soit 2 milliards de personnes,

gagnent leur vie dans l'économie informelle. Le FMI, autre illustration, indique que le poids du secteur informel dans le PIB des pays africains va de 20% à 65%. Ces données chiffrées suggèrent déjà l'ampleur de l'économie populaire dans le tissu mondial, mais l'importance de celle-ci va largement au-delà. C'est seulement cette économie-là qui permet que près de 6 milliards d'êtres humains survivent à la cruauté des politiques ultralibérales imposées par les multinationales. N'est-il pas manifeste que plus le pillage est intense, plus l'économie qualifiée d'informelle se développe ?

Selon nous, la construction d'un système économique alternatif exige qu'on tire les enseignements du génie dont les Peuples font preuve pour subsister^{*3}. Partant, mener bataille sur le front économique, nous appelle à **nous appuyer sur l'existant** pour dynamiser les initiatives alternatives, pour favoriser l'émergence de réseaux dissidents et de circuits courts (au niveau de la famille élargie, de quartiers ou de secteurs économiques) et pour renforcer la connexion entre les fractions de notre Peuple émigré ou vivant sur le territoire national. Sans la maîtrise d'une base économique large et structurée, nous resterions à la merci des coups bas et des chantages venant des dominants ; d'autre part, les appels à d'éventuels boycotts d'entreprises ou de produits étrangers resteraient improductifs.

Sur le plan Idéologique :

Nous avons évoqué plus haut l'émergence d'idées nouvelles venant se confronter à l'idéologie bourgeoise occidentale dominante. Leur convergence est appelée à générer une idéologie



cohérente qui à terme imposera sa suprématie dans la société.

Mais pour l'heure, la confrontation sur le front idéologique reste brûlante.

La société est toujours et largement prisonnière de l'idéologie individualiste, élitiste et de compétition. Sur cette base, l'ennemi, est parvenu à brouiller très profondément les frontières de classe*4.

Il utilise même les idées nouvelles (qui remettent en cause la structure pyramidale de la société) comme arme pour désorganiser et dévoyer les mouvements populaires. Ces mouvements désormais étiquetés «citoyens» sont invités à privilégier les décisions individuelles et à se ranger derrière des leaders désignés par les médias du système. La puissante entreprise de manipulation menée après la chute du «Camp Socialiste» est parvenue à répandre au sein de la société la thèse que «le temps des idéologies était fini» et que les «citoyens» devaient se prémunir contre toute «récupération» par les organisations politiques.

Parallèlement les empires médiatiques occidentaux s'appliquent à proposer des centres d'intérêts superficiels, et une culture bestialisée, à détruire toute forme d'esprit critique et à conditionner les esprits.

Si, donc, nous ne menons pas une lutte systématique et sans concession sur le front idéologique, toutes nos batailles consisteront à «*chayé dlo an pannyé**5».

La formation idéologique et politique, la vulgarisation des connaissances dans tous les domaines, l'incitation à la réflexion critique sont autant d'armes indispensables pour mener victorieusement la guerre contre le

système capitaliste et impérialiste.

Sur le plan Militaire :

Il est évident que les impérialistes occidentaux n'accepteront jamais la remise en cause de leur hégémonie. Pendant des siècles, ils l'ont maintenue en commettant les crimes les plus horribles, en multipliant subversions et coups d'états. Toutefois, ils sont conscients qu'aujourd'hui leur domination est sérieusement menacée. C'est la raison pour laquelle ils ont enclenché l'engrenage d'une guerre mondiale. Leur capacité de nuisance ne doit surtout pas être sous-estimée. Comme le disait un célèbre artiste Martiniquais : «Ces gens coupables de commettre cyniquement tant de crimes sont obligatoirement des psychopathes».

Les méthodes de l'ennemi sont archi-connues : espionnage, infiltration de provocateurs, guerre de l'information et guerre psychologiques, assassinat, utilisation de supplétifs, corruption, etc... Tout cela préparant ou accompagnant l'intervention armée. Il convient donc de se préparer, disons discrètement, à déjouer toutes les attaques de cette nature.

Le principal atout de nos Peuples, c'est le nombre ! C'est en œuvrant systématiquement à l'accumulation des forces et à l'implication des plus larges masses dans les batailles que nous réunirons les conditions de la victoire.

Sur le plan Politique :

La scélératesse des politiques ultralibérales est telle que dans tous les secteurs de la société des

mobilisations sont organisées pour défendre les droits des travailleurs et plus généralement de la population. Elles sont nécessaires et il faut les soutenir. Cependant, notre devoir est de mener une offensive politique pour que, d'une part, tous et toutes réalisent l'ampleur de la véritable guerre menée par les classes dominantes et pour que, d'autre part, nous démasquions toutes les illusions semées par les opportunistes. Nombreux, en effet, sont ceux qui déclarent lutter contre la domination impérialiste, le colonialisme, le sabotage des services publics, etc... mais qui tentent, en même temps, de détourner notre Peuple de la voie de l'émancipation et de la lutte contre le système, parce que leurs intérêts de classe les amènent à collaborer avec celui-ci.

Contrairement à ce qu'ils chantent, ni des victoires électorales, ni des demandes de modifications de la Constitution Française, pas plus qu'aucune déclaration de fidélité à «la République» en échange de «compétences» supplémentaires, ne sont de nature à infléchir la volonté des impérialistes de détruire l'économie endogène ou de procéder au génocide par substitution.

Nous l'avons dit plus haut, c'est de l'éradication d'un système pervers et destructeur qu'il s'agit.

Partis Révolutionnaires et Mouvements Populaires

Nous l'avons établi : la guerre qui oppose Peuples et multinationales est une guerre mondiale. Le camp d'en face est scrupuleusement organisé et agit sous le commandement d'un État-Major très compétent et bien



hiérarchisé. Comment imaginer que le camp des Peuples pourrait prendre le dessus, sans disposer, lui aussi de structures permettant l'analyse globale, l'élaboration de stratégies et la coordination des batailles sur les différents fronts ?

Aux siècles précédents, les luttes révolutionnaires de classes et de libération nationale se faisaient sous la direction de «Partis politiques d'Avant-garde», souvent sous l'égide de l'idéologie marxiste-léniniste.

Aujourd'hui, même si le rôle des partis politiques révolutionnaires reste plus que jamais déterminant, la nature de leur relation avec les mouvements populaires a profondément évolué^{*6}. Le défi pour les Partis révolutionnaires est, non pas de «diriger les masses», mais de produire des analyses et des propositions pertinentes, de développer des pratiques suffisamment convaincantes pour qu'elles soient reprises par le plus grand nombre.

Concernant l'articulation entre les luttes populaires au plan international :

Par le passé, les réseaux internationalistes étaient impulsés, pour la plus part, par des partis politiques regroupés dans des «Internationales Socialistes».

Aujourd'hui les convergences de luttes se font au travers de réseaux extrêmement nombreux, sur la base de thématiques spécifiques (écologiques, féministes, pan africanistes, etc..) se déclarant généralement «a-politiques». Il existe, malgré tout, des réseaux internationaux, défendant des projets politiques, clairement anti-libéraux et anti-impérialistes.

Dans notre région Amérique Caraïbe, par exemple, nous pouvons citer «l'Assemblée des Peuples de la Caraïbe (APC)», le «Forum de Sao Paolo», «ALBA Movimientos», «JubileoSur», «CIPOML»^{*7}.

L'enjeu de cette guerre décisive opposant nos Peuples aux multinationales est crucial. Il s'agit pour nous d'éradiquer un système en fin de vie qui, s'il perdurait, conduirait la planète et l'humanité à la destruction. Nous devons nous donner tous les moyens nécessaires pour intensifier nos Résistances, remporter la victoire finale et construire «l'autre monde possible».

^{*1} Le système est prisonnier d'un piège duquel il ne peut s'échapper : sa survie est liée à la vente massive des nouvelles technologies ; mais la censure ne suffit pas à empêcher que celles-ci

déconstruisent son idéologie et sa propagande ou véhiculent des informations alternatives quant à ses crimes passés et présents.

^{*2} l'homme est considéré de nouveau comme faisant intrinsèquement partie de l'écosystème. C'est la prétention à dominer, celui-ci, à l'exploiter, à le soumettre à ses fantaisies qui fait peser sur la planète et l'humanité les menaces de destruction.

^{*3} Les ennemis, eux, étudient scrupuleusement les pratiques et les circuits populaires, soit pour les détruire, soit pour en tirer profit !

^{*4} La vague des influenceurs(ses) disséminés(es) dans les couches populaires et qui accèdent à la «richesse» en se faisant les relais publicitaires des multinationales, d'une part, et les campagnes massives menées pour semer l'illusion qu'on pourrait résoudre ses problèmes économiques et sociaux en devenant «auto entrepreneur», d'autre part, y ont largement contribué.

^{*5} Transporter de l'eau dans un panier.

^{*6} Ce qui n'est pas contradictoire avec l'existence de départements sectoriels légitimement liés à des partis politiques.

^{*7} A cet égard, nous invitons tous nos lecteurs à partager avec nous les informations dont ils disposent quant aux autres réseaux travaillant à la convergence des luttes populaires

PAWOL FONDOK

«L'arbre qui tombe fait plus de bruit que la forêt qui pousse.»

Proverbe africain



INITIATIVES ALTERNATIVES

REPARASYON POU PALANTJE MATKOUN PEYI A

Le 24^{ème} «Konvwa pou Réparasyon» démarre le 8 mai 2024 sous les auspices des ancêtres et aura pour thème

« REPARASYON POU PALANTJE MATJOUKANN PEYI A ».

Notez les 4 temps forts sur votre agenda :

* **le 8 mai de 9 h à 19 h** : le «Konvwa Ti Mun», organisé par le Comité National pour les Réparations, à l'ancienne école maternelle du Carbet de 9h à 19h.

* **le 18 mai de 9 h à 18 h** : un village et des ateliers sur le thème "Palantje sosisiété nou" à l'Institut Martiniquais du Sport (IMS), sur la route du Vert Pré.

* **le 21 mai de 9 h à 16 h** : une journée de détente et d'hommage aux agriculteurs occupant Providence, au Morne Rouge.

* **Du 13 au 22 mai** : les marches aux flambeaux, avec l'accompagnement des groupes culturels de rue, sur les traces de nos valeureux ancêtres.

24tiem Konvwa ba Réparasyon
Pou palantje matjoukann péyi-a
9viem
KONVWA TI MUN
8 Mé 2024
dépi 9vè mwen lè ka jik 7 tè diswè
dan Komin Karbé
ansien lékol matènel-la
patisipan : ti-manmay dépi 4tran
Lenskripsion oplita : 4 Mé
fok péyé 12 éro pou bwè, manjé
anmidi, 4trè ek tout aktivité
Kontak : Sms, watzap 0696336159 / 0696944415
Mèl : cnr.martinique@gmail.com

Le Conseil d'Administration du MIR invite les membres et sympathisants qui désirent s'investir dans la préparation de l'événement à se rapprocher de ses militants. Il fait également appel aux dons en nature ou financiers pour sa réalisation.

(Contacts : 0696 18 91 94 - 0696 32 25 68 – email : martinique.mir@gmail.com).

Jik An Bout soutient pleinement le «Konvwa pou Réparasyon» et invite tous nos compatriotes à participer à ses différentes manifestations.



LETTRE OUVERTE DU COLLECTIF DES OUVRIERS (ERES) AGRICILES EMPOISONNES (ES) PAR LES PESTICIDES AU PEUPLE MARTINICAIS



Le Collectif des Ouvriers (ères) Agricoles Empoisonné(e)s par les Pesticides s'est constitué en décembre 2019 pour défendre les droits des milliers de victimes du crime d'empoisonnement. Ceux qui, alors qu'ils étaient en première ligne dans l'épandage des produits toxiques, décimés par de nombreuses et lourdes pathologies, étaient totalement ignorés, avaient décidé de s'organiser pour obtenir Justice et Réparation.

Le combat mené aux côtés d'autres organisations et avec un soutien quasi unanime de la population et des élus a permis quelques avancées, comme le dépistage gratuit du chlordécone et la création du CRPPE (Centre Régional de Pathologie Professionnel et Environnemental). La médiatisation internationale concernant le « scandale du chlordécone » et la dénonciation du non-lieu prononcé par la justice dans cette affaire ont contraint le Gouvernement à reconnaître sa part de responsabilité et à proposer des dispositifs d'indemnisation à une petite partie des victimes au titre de maladies professionnelles.

Notre collectif tient à dénoncer les manœuvres scandaleuses de l'État et de ses administrations visant à

empêcher une véritable réparation des préjudices subis par les victimes.

L'ARS, qui longtemps a tergiversé quant à la mise en place du CRPPE a, dans un premier temps, tenté d'orienter les personnes contaminées vers des...diététiciens, en privant les concernés de la possibilité de bénéficier d'examens globaux et de réponses médicales adéquates. Ceci relevait objectivement de la mise en danger de la vie d'autrui.

L'ARS a nommé un médecin conseil à la Médecine du travail chargé d'orienter les victimes vers l'association « Phyto-Victime » supposée assurer le suivi de leur indemnisation.

Le Collectif n'a jamais dissuadé les victimes qui le souhaitent de s'adresser à Phyto Victime, tant que c'est leur choix, mais il dénonce fermement le coup de force de l'État et de ses administrations visant à imposer que toutes les victimes passent par le canal d'une association qu'ils ont instrumentalisée afin d'empêcher que les victimes ne soient valablement indemnisées.

Le Collectif sillonne les campagnes, aide les victimes dans les démarches pour le dépistage de leurs pathologies, les aides à constituer des dossiers qui sont remis à ses avocats. Quand ceux-ci sont déposés auprès du Fonds d'indemnisation, ils sont illégalement détournés vers Phyto-Victime qui est chargé (par qui ?) de les traiter.

Les avocats de cette association en France vont encaisser !

Les avocats Martiniquais qui ont préparé et déposé ces dossiers n'ont aucun retour de quiconque et sont dépossédés !

Ce détournement des dossiers des victimes du chlordécone est scandaleux ! Cela ne se fait pas en France !

Nos droits fondamentaux de justiciables sont manifestement bafoués. Notre droit de choisir un conseil est piétiné.

Les avocats Martiniquais sont insultés à travers cette démarche, leurs intérêts professionnels et économiques sont ignorés.

Le plus grave c'est que les victimes, quelle que soit la gravité des pathologies dont elles souffrent, reçoivent des indemnités scandaleusement faibles vis-à-vis du préjudice qu'elles subissent et, mesquinement non cumulables avec d'autres indemnités, par exemple celles perçues du fait de leur reconnaissance en tant que personne handicapée !

Il est évident que l'association Phyto-victime a été missionnée par le gouvernement pour priver les victimes du crime d'empoisonnement de justes réparations.

Le Collectif se demande sur quelle base cette association qui bénéficie de fonds publics et qui est installée dans des locaux administratifs a-t-elle été choisie ? Y a-t-il eu un appel d'offre ? Les élus et les associations des victimes du chlordécone et des pesticides ont-elles été consultées ?

A cette dernière question, nous pouvons répondre que non.

Notre Collectif avait déjà clairement exprimé en Préfecture son désaccord avec cette structure dont les dirigeants avaient tenu des propos insultants envers le Peuple Martiniquais, arguant précisément « qu'il ne disposait pas de l'expertise nécessaire pour traiter de tels dossiers ».

Nous invitons tous les ouvriers et toutes les ouvrières agricoles et tous leurs ayants-droits à rejoindre le Collectif pour amplifier la mobilisation et imposer aux empoisonneurs le respect de nos droits, pour obtenir Justice et Réparation.

Nous appelons tous les élus Martiniquais qui, jusqu'à ce jour, ont toujours dénoncé le scandale de l'empoisonnement et accompagné nos revendications, à interpeler toutes les institutions et autorités idoines afin qu'elles apportent une réponse aux interrogations du Collectif des Ouvriers Agricoles Empoisonnés par les Pesticides.

Nous saurions gré à tous les organes de presse nationaux et internationaux qui ont contribué à mettre à jour le « scandale du chlordécone » de contribuer à alerter l'opinion publique quant à ce nouveau scandale dans le scandale.

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://www.cadtm.org/> «La flamme olympique, une merveilleuse idée du Dr.Goebbels par Yorgos Mitralias

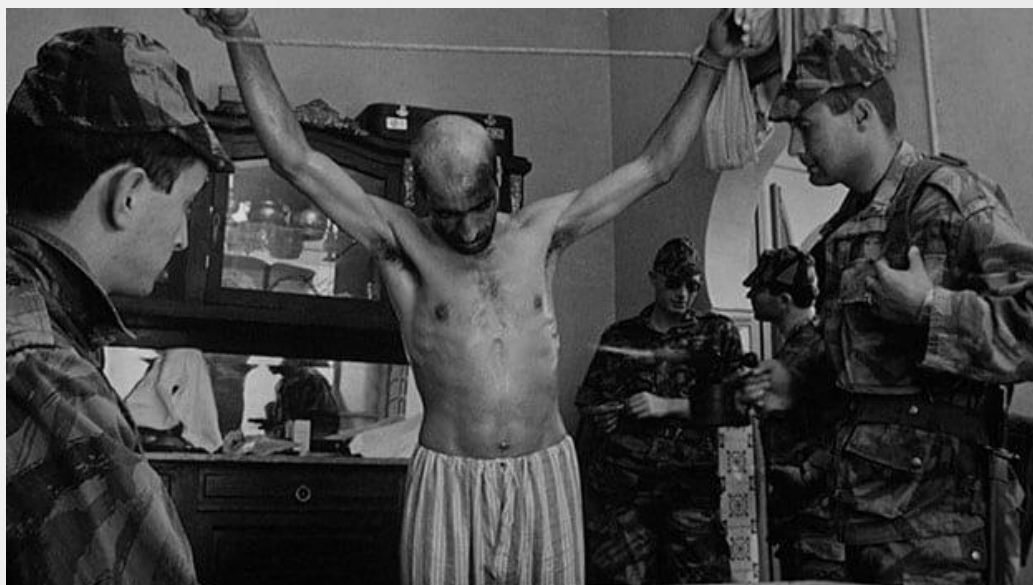
* <https://www.investigacion.net/> La désinformation israélienne : une arme clé de son arsenal par TARIQ KENNEY-SHAWA

* <https://www.legrandsoir.info/> La loi sur les “ agents étrangers ” - une leçon magistrale de l'hypocrisie atlantiste par Oleg NESTERENKO



FRANCE-ALGERIE, DEUX SIECLES D'HISTOIRE : QUAND L'ARMEE FRANÇAISE «PACIFIAIT» AU NAPALM. (2/2)

« Les faits fixent la vérité ». Voici un adage qui se vérifie quand on parle de la férocité de l'État colonialiste français qui, durant la «pacification» de l'Algérie, utilisait contre les résistants une arme chimique interdite par les conventions internationales qu'il a signées. C'est dans un article de Raphaëlle BRANCHE, sur « la torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954 -1962 », que les preuves de l'utilisation du NAPALM par les militaires français nous sont portées. Nous vous proposons de le partager.*



Des prisonniers algériens systématiquement torturés par l'armée française

« Pour le CICR soucieux du respect des Conventions de Genève, c'est bien « l'usage de cette arme sur des objectifs non militaires » qui constitue une illégalité flagrante du droit international humanitaire par la France.

Mais le CICR ne peut pas mener d'enquête approfondie sur ce sujet alors que Paris nie toujours être en guerre en Algérie. Le délégué suisse, chargé de plusieurs missions en Algérie sur le sort des prisonniers, affirme pourtant avoir « acquis la conviction [...] que l'aviation utilisait, assez couramment, le napalm pour ses bombardements »

S'agissait-il d'un usage indiscriminé ?

Après huit années de conflit en Indochine qui avaient déjà vu l'utilisation de cette arme, les autorités françaises n'ignoraient pas ses caractéristiques. Cependant, alors que le déni officiel de l'état de guerre ne permet pas d'argumenter sur la possibilité de limiter l'usage du napalm au combat contre un ennemi armé clairement reconnu, c'est la nature du relief algérien qui fournait régulièrement un argument à ceux qui en préconisent l'utilisation. Là où la nature de l'ennemi se dérobe, la géographie fournit la justification ultime à l'emploi

de « ce produit pour lutter contre les bandes de hors-la-loi retranchés dans des régions rocailleuses et désertiques où l'intervention des armes classiques entraîne des pertes importantes ou des délais incompatibles avec la fluidité des rebelles ». C'est ce que défend le commandant en chef en Algérie au printemps 1956 auprès de son ministre, avançant par précaution une réserve qu'il sait indispensable : « En aucun cas l'utilisation de ce produit ne sera tolérée sur les mechtas, villages ou lieux d'habitation et [que] je m'en réserverais la décision d'emploi lorsque les autres armes utilisables se

seront révélées inefficaces ». L'usage restreint et maîtrisé que propose le commandant en chef a-t-il convaincu les responsables politiques ? La persistance des mensonges officiels jusqu'à la fin de la guerre, tout comme le camouflage lexical témoigne à minima, d'une délimitation floue dans son usage. La lutte contre les maquisards réfugiés dans les grottes a bien donné lieu à des recherches et à des expérimentations. Au printemps 1955, déjà, les premiers résultats concluaient à un usage efficace de certains produits chimiques, à condition de s'en tenir aux grottes et non aux terrains découverts qui exposaient trop les soldats français. Des archives régimentaires témoignent de ces tests comme, parmi d'autres, celles du 94^e régiment d'Infanterie : à l'été 1956, des expérimentations techniques ont lieu, visant à « rendre l'utilisation de grottes impossible pour les rebelles par procédés chimiques ». Le napalm a certainement fait l'objet de pareils essais. Aumônier de la 25^e division parachutiste engagée dans le Constantinois, le père Henri Péninou a témoigné avoir vu « quelques essais d'utilisation du napalm », encore approximatifs au début de la guerre :

Oui, moi en tout cas j'ai le souvenir... passant comme ça et larguant, larguant des bombes de napalm. Il nous était demandé, à nous, de faire très attention, quand on était en opération. Mais j'avais l'impression que c'était expérimental. Après, ça ne m'étonnerait pas que les choses se soient poursuivies et

aient pris une extension... [...] Le relief du terrain était un relief très, très dangereux, très favorable pour les caches des fellaghas, aussi bien pour eux-mêmes en tant que personnes que pour le matériel ou le ravitaillement. Alors... dangereux aussi pour les unités d'intervention, quand on ratissait.

À l'automne 1957, le commandant d'un régiment de chasseurs alpins expose encore à ses supérieurs l'intérêt de cette arme. À l'occasion d'un compte-rendu d'opération dans le massif du Kouriet, en Kabylie, il décrit le bouclage d'un village puis son mitraillage par l'aviation, qui n'a pas empêché un accrochage violent :

« Les pertes que nous avons subies ont été l'œuvre de quelques rebelles seulement, remarquables tireurs et embusqués dans un terrain extrêmement mauvais et dangereux. Ces rebelles tenaient une position remarquable et ne pouvaient être délogés qu'à bout de munitions. La preuve a été malheureusement à nouveau faite que dans un terrain pareil, pour abattre un rebelle, on risque de perdre dix hommes. »

Et il insiste : « Lorsque le terrain est particulièrement mauvais et qu'on l'on risque des pertes hors de proportion avec les résultats que l'on pourrait obtenir, il est certainement plus avantageux de faire matraquer la bande rebelle par l'aviation, des B26 par exemple, et l'emploi du napalm dans ce terrain rocheux où le rebelle peut s'embusquer remarquablement semble seul efficace. Dans les années suivantes, la

justification par le relief allait pouvoir se combiner avec le développement de la pratique des zones interdites. Dans ces espaces officiellement interdits à tout civil, l'armée française pouvait affirmer n'avoir que des ennemis. De fait, le caractère discriminé de l'emploi du napalm était possible, du moins en théorie. C'est pourquoi, avec l'approfondissement systématique de la guerre, et en particulier le « plan Challe » à partir de 1959, le napalm a pu être utilisé à un stade qui n'avait plus rien d'expérimental. En dépit des incertitudes évidentes sur la précision des bombardements et l'identité des personnes visées, puisque les zones interdites étaient en fait loin d'être vides de civils, le napalm a été considéré comme une arme efficace jusqu'à la fin du conflit. Les autorités politiques ont laissé faire. Conscientes des conséquences politiques et diplomatiques d'un tel aveu, elles ont toutefois continué à préférer le déni global. »

Après 1962, les forêts calcinées et pétrifiées des massifs montagneux algériens ont porté, pendant des années, le témoignage de cette violence. Quant aux corps réduits à des blocs charbonneux par ces produits incendiaires, leurs images hantent toujours celles et ceux qui les ont vus.»

Source : <https://orientxxi.info/magazine/quand-l-armee-francaise-pacifiait-au-napalm,5638>

(*) Raphaëlle Branche est professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Paris Nanterre.





LE PREMIER MAI RESTE, PLUS QUE JAMAIS, LE FLAMBEAU DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Cette année encore, les travailleurs se sont mobilisés sur tous les continents pour faire entendre leurs revendications. Les défilés ont été particulièrement importants en Malaisie, en Indonésie, en Thaïlande, au Japon, au Népal, au Bangladesh et en Corée du Sud, en Espagne et en Allemagne. Les manifestations ont été brutalement réprimées en Turquie et aux Philippines. Tous les observateurs ont pu témoigner que, dans tous les pays, la condamnation du génocide perpétré par les forces d'occupations sionistes s'est ajoutée aux revendications syndicales traditionnelles et à la dénonciation des politiques ultralibérales. Nous vous proposons ci-dessous un court reportage sur la manifestation de Fort-de-France.



Environ un millier de personnes ont défilé dans les rues de la capitale en ce premier Mai 2024. Le cortège, constitué de membres et sympathisants de plusieurs organisations syndicales, politiques ou associatives, est parti de la maison des syndicats pour parcourir les rues de la ville. En tête du défilé étaient arborés le drapeau Palestinien et une

banderole dénonçant les massacres à Gaza et en Cisjordanie. Les slogans condamnaient le génocide en cours perpétré par l'armée sioniste d'Israël avec la complicité des occidentaux. Le peuple Martiniquais, faisant face à l'accélération du génocide orchestré par Pouvoir Colonial Français, est particulièrement sensible à la cause du Peuple Palestinien.

Plusieurs personnes se sont symboliquement bâillonnées pour signifier les pressions que les autorités françaises exercent sur tous ceux qui veulent manifester publiquement pour dénoncer ce génocide. Les manifestants ont réclamé un cessez-le-feu et le respect des personnes et des droits humains.

Les autres slogans ont concerné les problèmes qui affectent la société Martiniquaise : Chômage, vie chère, vol des terres, etc. Les organisations féministes ont fait entendre leurs revendications, dénonçant les violences faites aux femmes et exigeant l'amélioration de leurs conditions de vie. L'empoisonnement massif de la population aux pesticides, notamment au chlordécone, a été également dénoncé pendant le défilé.

Comme cela est devenu la tradition, plusieurs organisations avaient installé des stands d'information. Tel le Collectif des Ouvriers et Ouvrières Agricoles Empoisonnés par les Pesticides qui proposait au public une

exposition sur les crimes perpétrés par les empoisonneurs et le travail que lui-même abat pour obtenir Justice et Réparation.



Le stand du CNCP a été visité par un très grand nombre de militants et militantes avec qui se sont tenues de fructueuses discussions. Les documents de propagande ont reçu un excellent accueil, en particulier la

brochure traditionnelle du Premier Mai qui, en plus des habituels éditoriaux et déclarations, proposait une rétrospective sur la grève de janvier-février 1974, sa portée historique et ses dessous politiques, ainsi qu'un retour sur les 52 ans de militantisme du GAP et du CNCP.

Chez nous, comme dans le reste du monde, les travailleurs ont montré à ceux dont le souci est de gommer la lutte des classes en faisant du 1^{er} mai la « fête du travail » que cette date restait bel et bien le symbole de leur engagement contre l'oppression et l'exploitation, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et leur émancipation.

AGENDA

Un document exceptionnel à découvrir et archiver

TRANSMISSION



- La grève de janvier-février 1974, portée historique et dessous politiques,
- Du GAP au CNCP : 52 ans de militantisme,
- Éditoriaux et déclarations du CNCP publiés dans « Jik An Bout ».

Conseil National des Comités Populaires (C.N.C.P.)
MAI 2024



Radio Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

Liens :

<https://jikanbouttv.com/radio/>
<https://jikanbouttv.com>

&

Facebook Jik An Bout



CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32 / 0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.



Journal offert par le Conseil National des Comités Populaires (CNCP)

